

La Tunisie ne sera pas fasciste comme le voudrait Kaïs Saïed !

Suite à la déclaration émanant du Chef de l'Etat, à l'issue de la réunion du Conseil National de Sécurité le 21 février 2023 consacrée à « la prise de mesures urgentes pour faire face au phénomène d'afflux massif vers la Tunisie de migrant(e)s en situation irrégulier(e)s provenant d'Afrique subsaharienne »;

Et alors que cette annonce a consisté à tenir un discours fasciste-raciste sans précédent, considérant cette migration sous l'angle d'un « arrangement criminel initié depuis le début de ce siècle dans le but de modifier la composition démographique de la Tunisie », et ce dans le cadre d'un stratagème conçu par des entités étrangères dans le but d'« autochtoniser » les migrant(e)s et mettre ainsi en péril l'appartenance/affiliation arabo-musulmane du pays ; tout cela en adoptant de façon évidente une théorie complotiste à l'image de ce que les courants d'extrême droite à travers le monde ont produit de plus plus monstrueux et dangereux. Il a également établi un lien étroit entre la migration et les faits de violences et de crime, en généralisant la criminalisation et en stigmatisant sur la base de la couleur, de la race et de l'identité ;

Cette déclaration s'est faite dans le contexte d'une vaste campagne d'arrestations aléatoires et arbitraires contre les migrant(e)s subsaharien(ne)s, et leur détention dans des centres illégaux ne respectant pas les normes les plus élémentaires de la dignité humaine. Cette violence systémique a touché les femmes, les enfants et même les nourrissons de ces familles migrantes, tout comme elle s'est produite dans le cadre d'une campagne d'incitation à la haine émanant de groupes organisés et de personnalités politiques soupçonnées de complicité et d'affiliation à l'appareil de l'Etat policier et son organe médiatique ;

Cette attaque s'inscrit dans un contexte politique autoritaire installé progressivement par Kais Saïed depuis le 25 juillet 2021, et qui a récemment atteint son paroxysme en ciblant toutes les voix qui s'opposent à lui, qu'elles soient politiques, syndicales ou relevant des médias. Et au regard du fiasco de sa politique économique et sociale, qui, contrairement aux slogans qu'il profère, ne s'est non seulement pas contentée de poursuivre les choix des gouvernements précédents, mais s'est avérée plus inféodée encore aux institutions financières internationales, ce qui est en cohérence avec son alignement total aux politiques migratoires européennes qui visent les migrant(e)s des différents pays du Sud, dont la Tunisie, mais qui est en contradiction flagrante avec son discours souverainiste mensonger.

Etant donné que ce discours dépourvu d'humanisme et criminalisant un phénomène naturel inhérent à l'histoire de l'humanité – le droit humain et universel à la liberté de circuler, transformé par la mondialisation capitaliste en un privilège pour quelques uns-, reproduit des politiques discriminatoires fondées sur l'externalisation des frontières européennes et sur le contrôle policier de la migration, produisant ainsi une importante fracture dans le tissu social, et exposant des personnes vulnérables parmi les migrant(e)s et les Tunisien(ne)s à des attaques racistes, tout comme il expose les Tunisien(ne)s migrant(e)s aux mêmes pratiques ; discours qui altère l'histoire du pays et sape des valeurs que des générations successives ont défendu, tout comme les slogans de la révolution du 17 décembre-14 janvier ;

Nous, individus et organisations soussigné.e.s :

- Exigeons le retrait immédiat de ce communiqué scandaleux et la cessation de toutes les opérations de traque et les poursuites qui touchent les migrant.e.s sur la base de leur origine;
- Déclarons notre soutien et notre solidarité totales et inconditionnels à toutes les victimes de cette attaque, tout comme nous exigeons la mise en place de procédures réalistes pour régulariser la situation de toutes les personnes souhaitant résider en Tunisie;
- Appelons les forces démocratiques, le mouvement syndical et ouvrier, les militant.e.s des droits de l'humains, et toutes les structures professionnelles à assumer leur responsabilité en faisant front à cette politique fasciste et en protégeant les droits des migrant.e.s, et en particulier leurs droits à la santé, au logement, à l'éducation et l'accès à la justice, contre les violations discriminatoires et les pratiques racistes;
- Annonçons la création d'un front antifasciste, ouvert à toutes les forces en lutte – individus, groupes et organisations – pour résister aux politiques, rhétoriques et pratiques racistes et autoritaires, par tous les moyens et toutes formes de lutte nécessaires pour mettre un terme à leur prolifération.

Nous appelons tous.tes les individus libres à participer à une marche de protestation le samedi 25 février 2023 à 14h00, au départ du siège du Syndicat National des Journalistes Tunisiens en direction de l'avenue Habib Bourguiba.